



Le Bulletin de StreetNet



Celebration de la Journée Internationale des vendeurs de Rue 2014

Par Monica Garzaro Scott

Le 14 novembre 2012, StreetNet International a adopté une résolution de reconnaître la Journée Internationale des Vendeurs de Rue, pour reconnaître la contribution des vendeurs de rue et du marché aux sociétés dans le monde. Au cours de cette année, les affiliés ont reçu le soutien d'imprimer des t-shirts en commémoration de cette journée, et bon nombre d'entre eux ont célébré avec des marches, vêtus de ces t-shirts. StreetNet a également célébré son dixième anniversaire en 2012. Avec l'avancé rapide de 2014, nous avons une autre occasion de célébrer cette journée importante.

La Journée Internationale des vendeurs de Rue reconnaît et valorise l'esprit créatif et l'entreprise que ce secteur a et leur contribution à l'économie dans tous les pays où ils existent et sont organisés. Les gouvernements et nationaux ne peuvent pas nier l'importance de ce secteur. Beaucoup des organisations membres de StreetNet International ont été renforcés à défendre leurs droits; Cependant, des représentants du gouvernement continuent occasionnellement à ignorer des travailleurs et les persécuter dans leur environnement de travail quotidien. Même avec ces défis difficiles dont confronte l'économie informelle, le monde ne peut plus

éviter la considération de la situation des travailleurs dans ce secteur. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a récemment confirmé que presque 50 % de la population active est de l'économie informelle. Beaucoup sont des femmes et des jeunes.

Ainsi, la célébration une autre journée internationale des vendeurs de rue en 2014 a une autre importance spéciale.

A travers des efforts conjoints pour mettre fin à toutes les formes d'injustice à l'encontre des vendeurs de rue et du marché, nous sommes en train de secourir un monde meilleur pour tous. Il est important de mettre l'accent sur la jeunesse et acquérir le soutien de ce groupe critique qui façonnera le présent et l'avenir de nos sociétés. StreetNet International doit regarder des opportunités et négocier l'inclusion des fondations de la protection sociale dans les différents pays, pour tous les membres travaillent dans ce secteur. Il est temps de consolider les bonnes manières et avancer en considérant des actions nécessaires pour obtenir des résultats substantiels, ouvrant la voie à un cadre plus inclusive pour les vendeurs de rue.

Les gouvernements nationaux et locaux, l'OIT, la société civile et le public général

doivent en savoir de nos efforts et contributions. Nous devons arrêter la criminalisation de ce secteur et encourager les opportunités pour les vendeurs les vendeurs de rue pour faire la vente, puisque sont des travailleurs acharnés, qui prennent soin de la survie de leurs familles. Ils assistent avec la réduction de la pauvreté, beaucoup plus qu'anticipé par les Objectifs du Millénaire des gouvernements nationaux et du secteur privé.

Investir dans l'amélioration des capacités d'organisation des vendeurs de rue et du marché, éducation et formation, santé, systèmes de soutien sociales et économiques, est un bon investissement pour leur avenir.

StreetNet International a quatre organisations de point focal dans le monde et de nombreux pays membres qui partagent le sens de l'importance de faire partie d'un ensemble en relation avec StreetNet. La solidarité avec eux est l'un des principes fondamentaux du travail coordonné. Dans les Amériques, les messages de célébration ont été transmis par vidéos nationales, exprimant les bons souhaits pour tous. Dans d'autres régions, il y avait des déclarations et des communiqués de presse. Chaque année, l'engagement à l'appelle pour une lutte partagée pour des célébrations en tant que visibilité des vendeurs de rue et du marché se développe.

StreetNet accueille les ateliers avec les travailleurs du secteur informel à Eastern Cape, Afrique du Sud

Par Sharon Pillay,
StreetNet médias et publicité

StreetNet avait visité son affilié, L'Alliance des Vendeurs de rue du Cape Oriental [The Eastern Cape Street Vendors Alliance] (ECSVA) en dates du 27-30 octobre 2014. Ils ont animé des ateliers à Umtata, Dutywa et Port St Johns, où ils ont eu la chance de rencontrer les membres d'ECSVA et écouter les défis auxquels ils sont confrontés. StreetNet a également pourvu une formation en communication et soutien organisationnel pour les commerçants.

A Mthatha, les vendeurs ont parlé de leur frustration avec à la municipalité de Ndyabo. Fundile Jalile, Président d' ECSVA a fait depuis partie des négociations en cours a fait des commentaires en disant que la direction du Développement Economique Local, M. Mnqokoyi ne leurs donnera pas le détail du budget qu'ils ont pour les vendeurs informels et

comment ils prévoient l'utiliser pour les aider. "Après des réunions constantes, ils ont déclaré lors d'une réunion qu'ils avaient un budget de R1.3 milliards pour Mthatha, avec un pourcentage qui mis de côté pour la vente informelle. Beaucoup de gens sont des chômeurs, et surtout, les femmes qui sont des gagne-pains pour les familles, qui contribuent à l'économie. Nous avons besoin des services, tels que des abris appropriés, des toilettes et de l'eau. Il devrait y avoir aussi des ateliers de formation. La municipalité a failli nous donner le détail du budget. Qu'est qu'ils font avec l'argent ? Rien n'est fait pour leur peuple," a déclaré Jalile.

Les vendeurs de l'Association des travailleurs de Dutywa ont noté des plaintes similaires. Depuis 1994, ils ont parlé, il y n'a eu aucune livraison et la municipalité de Mbashe ne les jamais consulté. En 2011, ils ont été invités à une réunion où on leur a dit qu'il y avait un

budget de R 2,4 millions pour aider les travailleurs du secteur informel. La municipalité a également refusé de leur donner le détail du budget. "Le gouvernement parle de la libération, mais ils ne nous libèrent pas. Ils continuent de nous marginaliser et ne nous traitent pas comme les humains. A chaque fois que nous demandons une réunion, ils reportent toujours les questions importantes et ne nous donnent jamais des réponses ou nous aident," ils ont dit

Il a été également mentionné que les vendeurs ont demandé la permission de faire une marche de protestation, mais ils ont été encore une fois mis ignorés. "La municipalité de Mbashe a faite en sorte que nous restions sur les routes de la campagne, hors de la vue publique, mais au lors de leur marche lorsque les employés du gouvernement de la municipalité protestent pour l'augmentation des salaires, brûlant des pneus et détruisant tout ce



Sharon Pillay, StreetNet et Fundile Jalile, vendeur et président de l'Alliance des Vendeurs de Rue du Cape Orientale(ECSVA) au cours des discussions sérieuses lors d'un atelier de Dutywa

qui est visible, il leurs semble bien d'utiliser les routes principales. Nos marches sont pacifiques, informer la communauté de notre rôle. Pourquoi le gouvernement nous marginalise lorsque nous assistons l'économie et voulons juste de gagner une vie décente, honnête, "ils ont dit.

Au Port de St John, les vendeurs sont menacés d'expulsion. Le manque de communication entre la municipalité du Port St John et les vendeurs a fait que les vendeurs ne soient pas au courant de l'existence du budget mis de côté pour eux par le secteur du Développement Economique de la Municipalité locale. La municipalité leurs a donné la terre qui est loin des navetteurs quotidiens et a aussi moins de visibilité pour faire leur vente. Ce qui les rend donc difficile pour faire leur vente quotidienne. "Nous n'avions pas été pas invités et pas été dits de leurs plans. La municipalité avait construit quelques abris dans des zones choisies, mais ils donnent des factures des prix de cinq fois plus qu'un vendeur peut être à mesure de payer. Il serait bon si nous pouvions

parvenir à un accord d'un montant acceptable. Le jour et la vie du vendeur est imprédictible. Certains jours nous gagnons de l'argent et certains jours nous ne gagnons rien." Dit Wiseman Magopeni, vendeur.

On estime que le chômage est élevé dans la région de la province du Cap oriental. Les travailleurs du secteur informel dépendent de revenu leur vente pour leur survie et la plupart des cas, en plus de frais de loyer ils doivent payer la licence de vente. Les vendeurs ont commenté le loyer est trop cher et le gouvernement a très peu fait pour les aider. "Nous aimerions avoir plus des marchés construits ainsi que des dispositions de base comme des services de l'eau, toilettes et des abris puisque bon nombre d'entre nous travaille sous une grande chaleur et parfois la pluie. La municipalité n'est pas responsable et ne nous dit pas ce qu'ils font avec l'argent destiné à aider les gens ! Nous ne pouvons être libérés à moins que nous nous libérons nous-mêmes, car les politiciens ne semblent pas aider les gens. Nous devons lutter pour nos droits maintenant. »

StreetNet a mené une formation en media, afin d'aider les affiliés à comprendre comment travailler avec les médias et utiliser les outils disponibles pour gagner une présence et une visibilité maximale. Il y avait des exercices pratiques faits avec des différents scénarios. « Chaque région, que nous avons visité avait des différents défis et globalement nous avons été en mesure d'influer positivement les vendeurs afin qu'ils se soient inspirés d'être capables d'utiliser tous les outils à leur disposition afin de rendre le public conscient de leurs victoires et défis. Je suis content que tout a été bien fait et qu'ils sont capables de mettre leur formation en pratique puisqu'ils ont une interview réservé avec media24, un des grands groupes des journaux ayant des journaux dans toutes les



Quelques vendeurs et le Comité Exécutif de l'Association des colporteurs du Port St Johns avec Sharon Pillay de StreetNet et Fundile Jalile(ECSVA)

zones où nous avons fait la formation", a déclaré Sharon Pillay, qui a animé l'atelier.

StreetNet avec l'Alliance des Vendeurs de Rue du Cape Orientale continueront également à travailler avec les vendeurs afin qu'ils puissent recevoir un traitement équitable et aussi, avoir leurs droits fondamentaux respectés.



Vendeurs et membres du Comité Exécutif de l'Association des travailleurs de Dutywa, photo avec Sharon Pillay, StreetNet et Fundile Jalile (ECSVA)



Abris de fortune à Mthatha



Certains des vendeurs de Mthatha et EXCO D' ECSVA participant à la deuxième session de formation qui s'est tenue pour ceux qui ne pouvaient pas participer le premier jour



Vendeurs forcés de s'asseoir sous soleil avec un abri minimal



Ces vendeurs ont travaillé pendant plus de vingt ans. Sur la photo avec Fundile Jalile, aussi vendeur et président des Vendeurs de Rue du Cape Orientale

Sommaire



Célébration de la Journée International des vendeurs de Rue 2014.....	1
StreetNet accueille les ateliers avec les travailleurs du secteur informel à Eastern Cape, Afrique du Sud..	1-2
Séminaire pour sensibiliser sur les droits du travail dans l'économie informelle.....	3
Protection sociale dans l'économie informelle.....	3
En avant vers une nouvelle recommandation de l'OIT.....	4
Programme de StreetNet au Nigeria.....	5
Lumières et ombres sur la journée internationale des vendeurs de rue	5-6
Syndicat du secteur informel.....	6
Sommet des peuples de la SADC au zimbabwe.....	7
khatang tema baitsukuli accueille l'atelier sur la littérature financière.....	8
Avis d'information.....	8
FESTIVES organise la formation de ses membres.....	9
Atelier régional sur l'Economie Sociale et Solidaire en Azerbaïdjan.....	10
Atelier Régional de l'Asie, tenu à New Delhi en Inde.....	11
Activité du pays de SIVARA, Argentine: Projet FLUX (FLOW), StreetNet International.....	11
Les vendeurs de rue apprennent sur le droit du travail en Moldavie.....	12
Affilié Kirghizistan de StreetNet discute activement la politique de l'Union douanière.....	12

Séminaire pour sensibiliser sur les droits du travail dans l'économie informelle

Par **Miranda Mandaria**, présidente de l'union des travailleurs indépendants et Commerciaux de Géorgie

Du 10 - 11 juillet, l'union des travailleurs indépendants et les travailleurs du secteur Commercial ont tenu une formation sur le thème " femmes employées dans le secteur informel du marché de travail ". Le séminaire était supporté par l'organisation internationale "StreetNet". Il a réuni les femmes qui travaillent dans l'économie informelle de Zougdid, Batumi, Telavi, Kutaisi et Tbilissi.

Le séminaire était dirigé par le vice-président de GTUC, Comité des femmes, Le Président Eter Matureli, Président du syndicat des travailleurs indépendants et du secteur Commercial Mandaria Miranda, qui a discuté des droits du travail selon la législation nationale et le code du travail. Eter Matureli a également revu les questions du genre et des

conventions internationales.

L'expert Nino Nakeuri a examiné la signification du contrat collectif et a également revu certaines conventions collectives qui ont été réalisées par la Confédération des syndicats géorgiens.



La formation a été très intéressante puisqu'elle était dans une forme de discussion, ainsi les membres pouvaient exprimer leur opinion. Ils ont parlé de leurs conditions difficiles dans le secteur informel du marché de travail dans leur région, et c'est très triste que dans le 21ème siècle les femmes font toujours face à beaucoup de problèmes, spécialement dans le secteur informel. Ce n'est pas seulement la violation des droits des travailleurs, mais aussi une violation des droits fondamentaux de l'homme. Nous espérons que nous serons capables, avec l'appui de StreetNet, de sensibiliser les femmes sur leurs droits du travail puisque c'est très important de connaître vos droits afin de pouvoir vous aider vous-mêmes.

PROTECTION SOCIALE DANS L'ECONOMIE INFORMELLE

Par **Monica Garzaro Scott** : Organisatrice de la Région des Amériques

La Convention 102 de l'OIT et la recommandation 202 de l'OIT

La Convention 102 de l'OIT a été adoptée en 1952. Depuis lors, de nombreux pays ne l'ont pas ratifié tandis que d'autres ont ratifié certaines de ses parties. Cette Convention traite des Normes Minimum de la Protection Sociale basée sur les Principes de base de la Sécurité Sociale des neuf branches de sécurité sociale : soins médicaux, indemnités de maladie et subventions relatives au chômage, vieillesse, accident au travail, famille, maternité, invalidité et survivants. Le tableau ci-dessous montre les pays des Amériques qui ont partiellement adopté la Convention, ainsi que ceux qui ne l'ont pas adopté.

Les parties qui n'ont pas été ratifiées par les pays indiqués ont principalement à faire avec la famille et subventions de chômage.

Après la Convention 102, l'OIT a discuté les fondations de la protection sociale et la recommandation 202 de l'OIT lors de la session 101 de la Conférence internationale du travail en juin 2012. Le préambule stipule que le droit à la sécurité sociale est un droit humain et les membres doivent appliquer le principe de "inclusion sociale, y compris des personnes dans l'économie informelle ».

C'est très important pour notre secteur puisque la convention 102 a été adoptée pour son application dans le secteur formel de l'emploi. Cela signifie que les gouvernements devraient considérer la sécurité sociale universelle pour tous les

travailleurs et les citoyens. Puisque la recommandation pourvoie la direction, les membres devraient surveiller les progrès dans l'implémentation des fondations de la protection sociale, définissant les mécanismes où les organisations de travailleurs, informels ou formels, pourraient être fournies avec un espace pour la consultation et des recommandations pour créer des politiques de protection sociale assurant une couverture totale des citoyens comme une mesure de réduire la pauvreté et les inégalités. Comme il est reconnu par l'OIT que « seulement 27 pour cent de la population mondiale profitent d'un accès aux systèmes de sécurité sociale complets », c'est d'une plus grande importance que tous les pays puissent créer des initiatives de couvrir les citoyens avec la protection sociale et de fournir un cadre de travail pour améliorer le développement social et durable des économies dans son ensemble.

REGION DES AMERIQUES DE STREETNET		
ORGANISATION	PAYS	CONVENTION 102 DE L'OIT
AFFE	Uruguay	Le pays a ratifié les parties II, IV, VII et VIII
CTCP-FNT	Nicaragua	Le pays ne l'a pas ratifiée
FEDEVAL	Pérou	Le pays a ratifié les parties II, III, V, VIII et IX
FENTRAVIG	Guatemala L	e pays ne l'a pas ratifiée
FESTIVES	El Salvador	Le pays ne l'a pas ratifiée
FNOTNA	Mexique	Le pays a ratifié les parties II, III, V, VI et VIII à X.
FOTSSIEH	Honduras	Le pays a ratifié les parties II, III, V et VIII à X
FUTRAND	Venezuela	Le pays a ratifié les parties II, III, V, VI et VIII à X
FUTTEINCO	République Dominicaine	Le pays ne l'a pas ratifiée
SINTRACOPEA	Costa Rica	Le pays a ratifié les parties II et V à X
SINTRALOC	Chili	Le pays ne l'a pas ratifiée
SIVARA	Argentine	Le pays ne l'a pas ratifiée
Projet des Vendeurs de Rue, N.Y.	USA	Le pays ne l'a pas ratifiée
UGTI	Colombie	Le pays ne l'a pas ratifiée

La sécurité sociale a été réduite dans de nombreux pays d'Amérique Latine après les réformes néolibérales. Par conséquent, plusieurs institutions gouvernementales ont été privatisées et les subventions sociales ont été réduites à travers la réduction des dépenses publiques. Après plus de vingt ans de ces mesures, le manque de protection sociale universelle a généré plus de pauvreté qui est un obstacle évident pour le développement, en particulier dans le secteur informel où les travailleurs non seulement doivent pourvoir des revenus pour eux-mêmes et leurs familles, mais sont également confrontés à des accès à la santé et aux subventions sociales de plus en plus chers. C'est une responsabilité de tous les membres de StreetNet de faire pression sur leurs gouvernements pour respecter et implémenter la recommandation 202. C'est notre droit ; C'est notre demande.

Par Pat Horn -
Coordinatrice Internationale

En 2013, le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) a organisé une discussion sur le thème suivant à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail (CIT) pour 2014 et 2015: « **Facilitation des transitions graduelles de l'économie informelle à l'économie formelle** » en préparation pour une nouvelle recommandation de l'OIT.

Les membres de StreetNet ont travaillé dur au niveau national et international pour faire une nouvelle recommandation de l'OIT aussi fort que possible pour les travailleurs de l'économie informelle. En 2013, tous les affiliés de StreetNet furent envoyés le rapport de l'OIT V (1) sur ce sujet, et les organisateurs leurs ont demandé d'envoyer des réponses au questionnaire qui avaient été distribuées à tous les États membres de l'OIT. Huit des affiliés de StreetNet ont envoyés des réponses, qui ont été mentionnées dans le rapport V (2) présenté à la Conférence internationale du travail en juin 2014.

WIEGO a créé un groupe de travail technique pour coordonner les travaux des secteurs suivants en préparation pour la participation à la 103^{ème} session de l'OIT afin d'influencer le contenu de l'instrument nouveau : Vendeurs de rue, les travailleurs basés à la maison, les travailleurs domestiques et les collecteurs des déchets. La Coordinatrice Internationale de StreetNet, Pat Horn, participe au groupe de travail depuis juin 2013. En mars 2014, les participants de StreetNet venant du Ghana, Togo, Sénégal, Zimbabwe et du Kenya ont participé à l'atelier régional multisectoriel africain à Johannesburg organisé conjointement avec l'équipe de travail des travailleurs vulnérables de COSATU. Les participants de StreetNet venant du Nicaragua, Guatemala, Uruguay et du Pérou ont assisté à l'atelier régional d'Amérique Latine à Buenos Aires organisé conjointement avec la Confédération des Travailleurs de l'Economie Populaire [Confederation of Workers of the Popular Economy] (CTEP). Les participants de StreetNet du Bangladesh, Cambodge et de l'Inde ont assisté à l'atelier régional asiatique à Bangkok, organisé conjointement avec la Fédération Internationale des Travailleurs Domestiques [International Domestic Workers' Federation] (IDWF).

Oscar Silva, Président de StreetNet et des représentants de SEWA ont assisté à des réunions du groupe d'Experts de l'OIT en septembre 2013 et avril 2014. StreetNet a envoyé les membres du Comité Exécutif pour la représenter pour les deux premières semaines de la Conférence Internationale du Travail 2014 (28 mai-6 juin), ainsi que deux femmes - membres supplémentaires du Conseil International des StreetNet, Sandra Flores et Gladys Mponda, prises en charge par WIEGO.

WIEGO a préparé et distribué des

amendements au texte des Conclusions proposées aux partenaires et alliés de WIEGO avant la Conférence internationale du travail. Il y avait consensus général dans le groupe des travailleurs dès le début de la 103^{ème} session de l'OIT que les Conclusions proposées à la fin du rapport V (2) étaient pauvres, vagues et avaient besoin des étapes plus concrètes au lieu des principes généraux seulement. Des 27 amendements soumis par WIEGO, nous avons eu finalement un peu plus de 50 % du taux de réussite il y avait des résultats positifs 14 de ces 27 soumis, ce qui était assez bon par rapport à notre expérience dans les CIT antérieures. Et l'ensemble du texte est maintenant plus détaillé, pratiques et mieux ciblé qu'avant.

Pour nous, les principaux gains stratégiques étaient les suivantes :

- Unités économiques il s'agissait d'une victoire en termes du langage et terminologie des travailleurs au lieu du langage et terminologie des entreprises des employeurs desquelles ces derniers faisaient la sensibilisation.

- Espace public il a été convenu d'ajouter l'espace public (ou espaces publics) comme un lieu où le travail est effectué dans l'économie informelle, après un combat dur.

- Travailleurs indépendants Ceci consolide la reconnaissance des travailleurs indépendants déjà définis dans les Conclusions de 2002 sur le Travail Décent et l'Economie Informelle.

- *Coopératives et Economie Sociale et Solidaire* - il s'agit d'une avancée significative du langage précédent de l'OIT d'« entreprises sociales » et « économie sociale ».

- Négociation collective une lutte amère a été initiée par certains membres du groupe des travailleurs qui estimaient que la participation directe des travailleurs et unités économiques de l'économie informelle dans les négociations collectives, particulièrement dans les forums tripartites, pourraient « affaiblir le tripartisme ». Finalement un compromis raisonnable a été atteint, reconnaissant le droit des travailleurs informels de participer à la négociation collective.

- Représentation Il y avait une reconnaissance importante du droit à la représentation des travailleurs et des unités économiques dans l'économie informelle.

Qu'avons nous perdu?

- Espace public La mention de « accès réglementé », aux espaces publics affaiblit le gain que nous avons fait en reconnaissance de l'espace public comme lieu de travail dans la clause antérieure. Cette formulation peut renforcer la tendance des gouvernements locaux à sélectivement

octroyer des permis aux travailleurs informels à travailler dans des espaces publics délimités et criminaliser le reste.

- *Gouvernement local* La mention spécifique de cela a été rejetée sur les conseils techniques des experts juridiques. Il nous faut trouver un moyen de contourner cela, pour obtenir une mention forte dans la recommandation de la responsabilité du gouvernement local pour créer et permettre un environnement propice pour le travail décent en relation avec des catégories variées des travailleurs dans l'économie informelle.

- Eviter la destruction des moyens de subsistance dans le processus de formalisation cette provision a été clairement énoncée dans le texte des Conclusions proposées, mais a maintenant été perdue dans les amendements.

Préparations pour la CIT de 2015 pour une recommandation plus forte

Nous allons élargir et intensifier nos efforts d'ici juin 2015, pour augmenter le soutien au renforcement des questions suivantes dans le texte qui servira de base de la Nouvelle Recommandation sur laquelle on va voter lors de la Conférence internationale du travail de 2015.

Négociation collective - nous devons approfondir la compréhension qu'il implique TOUS les catégories d'employeurs (y compris les intermédiaires et courtiers du travail) et TOUTES les sortes des travailleurs (y compris les travailleurs indépendants) d'exercer leurs droits à la négociation collective, y compris avec les autorités au niveau du gouvernement local et les autres contreparties de négociation pertinents.

Gouvernement local - nous avons devons trouver la voie de contourner la technicité dans les instruments de l'OIT, le mot « national » signifie « l'autorité compétente » et développer un argument pour la désagrégation néanmoins dans cet instrument le rôle particulier et la responsabilité du gouvernement local en élaborant leurs lois et des politiques urbaines pour fournir un environnement favorable aux processus de formalisation.

Espace public - il y a un élément contradictoire dans des conclusions proposées, qui doivent être harmonisées avec la reconnaissance claire et sans ambiguïté du droit universel à l'accès libre à l'espace public.

Maintien des moyens de subsistance existants au cours du processus de formalisation - nous devons récupérer cette question dans le texte, cette formalisation NE signifierait PAS, ou bien intentionnellement ou involontairement, la perte de moyens d'existence des travailleurs dans l'économie informelle.

PROGRAMME DE STREETNET AU NIGERIA

par Sibailly Douhoure, organisateur de StreetNet

Selon le plan de travail de StreetNet de 2014, Sibailly Maximilien Douhouré, organisateur de StreetNet en Afrique et Aaron A. Boima Secrétaire général de SLeTU, affilié de StreetNet au Sierra-Leone, ont tout juste commencé une visite d'une semaine au Nigeria du 13 au 17 juillet 2014. L'objectif de ce voyage important est de dialoguer avec la direction de FIWON et d'autres syndicats comme le Syndicat National des Produits Textiles, NUTG. L'autre objectif est de connaître la capacité de FIWON dans l'organisation, de connaître les associations affiliées et la force numérique et également voir la relation entre StreetNet et FIWON en termes d'affiliation. Sibailly utilisera également cette occasion pour connaître le statut des organisations des collecteurs des déchets au Nigeria, depuis que le projet de WIEGO a pris fin en 2013.

Jour 1

La visite a débuté par une rencontre avec Gbenga Kamolafe, Secrétaire général de FIWON, afin de finaliser le programme des événements et d'analyser brièvement la situation que confronte FIWON (harcèlement et extorsion et plus ; donc aucun espace de vendre pour vendeurs. A la suite de cela, il y aura une vente pendant la nuit par tant des vendeurs, selon le camarade Président de NUTG, Oladele Hunsu lors de la réunion dans son bureau.

La délégation de le StreetNet a également eu

discussion avec le Secrétaire général de la Recherche et l'Education de NUTG, camarade Ismail Bello pour en savoir davantage sur les activités de FIWON au Nigeria puisque M. Bello est un chercheur. Au cours de cette discussion, il a dit il y a une plus grande occasion pour FIWON de prendre l'opportunité d'avancer. Il a continué à dire que FIWON a besoin d'améliorer la relation avec NLC et FIWON est actuellement hébergé par NUTG et c'est principalement sur le contrat social et de la solidarité.

Quarante-six participants provenant de 14 associations ont participé à la réunion organisée par FIWON. Parmi ces participants, il y avait 10 femmes.

Les 14 organisations dans la ville de Lagos présentes à la réunion, sont nommément - Association thérapeutiques du corps (body therapists), les Coiffeurs et les Barbiers du Nigeria, Syndicat Nigérien des Tailleurs Association Nigérienne Automobile Tech, LSWAISOLO Association de Production des Vidéos & des films, Syndicat des Travailleurs Domestiques, - Syndicat des Nigériens des Nigériane soudeurs, - Syndicats des Ferrailleurs de Lagos, - Association de TOUS les fermiers /Ikokodu, - Nourriture CONGELEE, - Okada Unis / Forum Tricycles des Intervenants (Stacke holders), - Association Artisanal gypsum & Plaster de Paris au Nigeria, Association Nationale des Techniciens en électronique, - VFPAM-UOJSF Sunflay Nigeria Ltd

Le premier jour, nous avons eu deux différentes réunions au siège de l'immeuble NUTG dans Acme sur l'Avenue Ikeja, Lagos.

Jour 2

Réunion avec les c

Dirigeants des organisations affiliées à FIWON La réunion s'est tenue dans la salle de conférence de NUTG, le mardi 15 juillet 2014 de 10:30 à 13:00

Les objectifs de la réunion étaient :

- Introduire StreetNet aux associations affiliées de FIWON ;
- Voir comment FIWON est organisé et sa structure de direction

Jour 3

Nous allons continuer les activités selon notre programme.

Calendrier final:

13 juillet : Arrivé à Lagos.

14 juillet : Rencontre avec Alix Gbenga Kamolafe, Secrétaire général de FIWON Réunion avec camarade Ismail Bello et le Président de NUTG

15 Juillet : Rencontre avec des organisations affiliées de FIWON

16 Juillet : Visite au lieu de travail des dirigeants de l'organisation affilié de FIWON à Lagos

17 Juillet : Réunion avec les organisations des collecteurs des déchets de Lagos

18 Juillet : Réunion et visite du lieu de travail des collecteurs des déchets De Lagos



Tous les participants à la réunion



Au-dessus de - Aaron A. Boima - SG National de SLeTU, affilié de StreetNet en Sierra Leone - Sibailly, organisateur de StreetNet - Gbenga Paulette, SG / FIWON - Asiwaju Jacob Omomidi Fayeum, Président/NATA, Mme Alahaja/FIWON et Bunni et Olinbanjo/SG adjoint/FIWON

LUMIERES ET OMBRES SUR LA JOURNEE INTERNATIONALE DES VENDEURS DE RUE

Par Cesar Garcia Arnal

Une autre année pour célébrer notre journée, Journée Internationale des Vendeurs de rue, le 14 novembre ! Il s'agit d'une journée où nous avons lutté très fort pour être reconnu et il devrait être célébré comme une journée heureuse et vindicative pour l'avenir, le fuit du travail et des efforts de tous dans StreetNet International (SI) pour voir des améliorations collectives dans l'exercice de notre travail.

Les affiliés de StreetNet sont en train occupés des préparations pour la célébration de cette journée spéciale. Les propositions pour les actions communes sont en place ; des slogans pour les affiches et les dépliants sont choisis ; les invitations ont été envoyées aux

organes directeurs des différents pays pour venir supporter nos célébrations ; les articles pour les médias sur les plans local, national et international sont prêts pour l'envoi.

Les Points Focaux soutiennent la coordination dans les pays qu'ils représentent, et les organisateurs sont occupés pendant que nous assistons les affiliés de SI. Le Bureau de presse de SI diffuse l'information que nous générons à travers tous les medias par sa disposition et on est en train de chercher le financement pour que nos célébrations ne puissent pas trop demandé de nos poches !

Jusque-là, tout va bien- les machines de SI

fonctionnent bien !

Toutefois, cette journée internationale des vendeurs de rue pourrait nous laisser avec un goût amer dans la bouche. Nous allons célébrer notre journée, mais que ce qui va se passer après cela ? Allons-nous être capables de faire notre travail avec dignité ? Allons-nous toujours dépendre des décisions arbitraires de notre gouvernement ? Ceux-ci empêchent dérangeant généralement notre travail.

La vérité est que malgré nos efforts, beaucoup des camarades continuent à être harcelés, maltraités et dénigrés jusqu'à ce que la peur devienne beaucoup plus forte que la nécessité de vivre.

Nous avons été dans une réunion de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui nous a laissé dans une position plus faible. Les réalisations que nous avons eues après la présentation des modifications à travers nos centres syndicaux, ont été insuffisantes. Le groupe des travailleurs de l'OIT n'a pas connecté avec nous et les interventions des organisations non gouvernementales (ONG) présentes à la réunion, ont seulement mené à des discussions de l'OIT qui excluront la participation des ONGs à la prochaine réunion en 2015 lorsque l'adoption finale de la recommandation sur la Transition de l'économie informelle dans l'économie formelle aura lieu.

En outre, le lien entre le groupe des employeurs et des gouvernements nous laissent dans une situation de détresse, et je crains que nous devons discuter des mesures d'urgence si nous devons atteindre

nos objectifs. Actuellement, StreetNet est structurellement faible en ce qui concerne les négociations. Nous avons choisi d'être une « tête de souris » alors que notre rôle, en tant que travailleurs du secteur informel, devrait être celle d'un lion.

Nous devons ouvrir ce débat, et nous devons le faire bientôt, puisqu'il nous reste seulement quelques mois avant la réunion finale de l'OIT: c'est critique non seulement pour notre avenir, mais aussi pour nos enfants.

Entre temps, nous devons prêter attention à nos collègues qui sont de plus en plus en difficultés dans l'exercice de leurs moyens de subsistance. Les évictions, détentions, confiscation des biens, des plaintes, abus et des tortures restent des pratiques courantes de nos gouvernements contre les vendeurs de rue et du marché. StreetNet

devrait mettre ceux-ci en cause, étant donné qu'en tant qu'organisation globale, StreetNet et toutes ses structures nous représentent.

A cette Journée Internationale des Vendeurs de Rue, regardons notre « propre lumière ». Nous devons dire au monde que, bien que nous endurons les situations difficiles, nous sommes fiers d'être qui nous sommes.

Nous célébrons que nous faisons le travail qui nous aide à nourrir nos familles. Nous demandons seulement ce qui nous appartient en tant que travailleurs. Cette Journée Internationale des Vendeurs de Rue, nous rappelle que nous nous-mêmes, devrions faire le maximum pour défendre nos intérêts, notre travail, nos vies, nos enfants, nos familles et en fin de compte, notre dignité. Notre lutte continue!

SYNDICAT MALAWITE DU SECTEUR INFORMEL

Cette année, le syndicat Malawite du secteur informel a participé aux célébrations de la Fête du Travail. Fête du travail au Malawi a été célébrée chaque année depuis 1995, quand le Malawi est devenu un Etat démocratique. Les célébrations de cette année ont eu lieu à Lilongwe, la capitale ville du Malawi. Son thème était «Création d'Emplois Productifs Cruciaux et Dément pour le développement social et durable du Malawi ».

Les gens ont dansé et chanté alors qu'ils marchaient depuis les terrains du Centre Communautaire de Lilongwe à ceux qui étaient à Masintha. Ils ont été rejoints par le candidat à la présidentielle, Professeur Peter Mutharika du Parti Progressiste Démocratique (DPP) et l'invité d'honneur, Ministre du Travail Mme Grace Maseko, a mi-chemin alors qu'ils se dirigeaient vers le terrain de Masintha pour les principaux événements.

Sur le terrain de Masintha, les invités ont visité les pavillons qui avaient été mis en place par le Syndicat Malawite du secteur informel [Malawi Union for the Informal Sector] (MUFIS), Union Malawite pour l'approvisionnement de l'électricité [Electricity Supply of Malawi Union], Congrès des Syndicats du Malawi [Malawi congress of Trade Unions] (MCTU) et Syndicat des infirmières et sages-femmes [Nurses and Midwifery Union]. Après cela, ils ont écouté des interventions. Le Secrétaire

général de MCTU a apprécié le professeur Peter Mutharika pour rejoindre les travailleurs dans leurs célébrations, puisqu'il était le seul de tous les 12 candidats présidentiels invités, qui avait répondu positivement. Les autres avaient opté pour la réunion de la Commission électorale qui

s'était tenue à Blantyre. Le Secrétaire général de MCTU et le Président ont condamné la Commission Electorale du Malawi pour le non-respect des travailleurs en organisant leur événement à la date de la Journée des Travailleurs.



La Journée des Travailleurs a coïncidé avec les campagnes électorales de partis politiques précédant les élections dans le pays. Tous les orateurs ont promis des bonnes choses pour les travailleurs, y compris la création des emplois décents. Le Président de l'Association Consultative des Employeurs du Malawi a beaucoup parlé du renforcement de MUFIS afin qu'il puisse étendre ses services. Il a exhorté le gouvernement à travailler en étroite collaboration avec MUFIS et l'économie informelle s'il souhaitait progresser et créer davantage des emplois. Il a également mentionné que cette année, la Conférence de l'Organisation Internationale du Travail à Genève parleraient davantage sur la transformation de l'économie informelle à l'économie formelle.



Président de MUFIS de Lilongwe, John Kwenda avec le candidat à la présidentielle Professeur Peter Mutharika et l'invitée d'honneur Mme Grace Maseko. Ministre du Travail.

SOMMET DES PEUPLES DE LA SADC AU ZIMBABWE

PLATEFORME DE L'ECONOMIE INFORMELLE

Association des vendeurs transfrontaliers de l'Afrique Australe [Southern Africa Crossborder Association] (SACBTA), chambre zimbabwennedes associations de l'économie informelle [zimbabwe chamber of informal economy association] (ZCIEA), qui représente également les vendeurs informels dans la région de SADC sous streetnet international, association nationale des vendeurs transfrontaliers et domestiques [national crossborder and domestic traders association] (NCBDTA), Habbakuk Trust ont participé au sommet des peuples de la SADC qui a eu lieu du 15-16 août 2014 à Bulawayo, Harare, Zimbabwe

Préambule : Les travailleurs dans l'économie informelle incluent les salariés, les travailleurs indépendants et les vendeurs transfrontaliers.

Les travailleurs du secteur informel sont en train de s'organiser eux-mêmes pour être formellement régularisés, membres ordonnés de la société et de l'économie dans l'ensemble. Nous sommes insécurisés, vulnérables et passons d'une situation compliquée de la vente à l'autre dans la région, comme si nous sommes acteurs puants des troubles puants et des

hooligans.

Nous sommes abusés de nos droits de protection sociale, politique et

économique, droit de reconnaissance et de représentation, ainsi nous sommes plus souvent piégés dans la pauvreté dérangée.

Pour tous les travailleurs informels, nous avons besoin de l'offre de la formalisation, ses avantages et protection. Il doit restaurer les droits universels d'où les travailleurs dans l'économie informelle ont été marginalisés par le modèle néolibéral de la gouvernance de plus des 40 dernières années et les réintégrer dans le cadre légal et réglementaire.

NOUS, VENDEURS INFORMELS ET VENDEURS TRANSFRONTALIERS DANS LA RÉGION DE SADC DEMANDONS :

- Enlèvement total et fin des réglementations coloniales, abusives et restrictives et la politiques sur les opérations des vendeurs informels dans la région qui nous criminalisent.
- Nous demandons l'implication totale et respect du business et de la vente que nous faisons dans la région parce que nous sommes piliers de l'économie.
- Nous demandons l'extension des régimes de protection sociale aux familles de l'économie informelle dans la région
- Nous demandons l'arrêt de l'abus politique et l'intimidation aux travailleurs informels et aux vendeurs
- Accès au financement et information sur le marché
- Formalisation du travail informel
- Régime commercial simplifié aux frontières de la SADC
- Procédures de tva plus facile et juste pour les vendeurs informels
- Libre circulation du peuple
- Participation aux comités nationaux de SADC
- Accès à un système formel de la sécurité sociale

DEMANDE CONCLUSIVE :

Tous les travailleurs informels soient des travailleurs salariés, vendeurs transfrontaliers ou travailleurs indépendants dans tous les secteurs de la région de SADC doivent avoir accès à : Organisation de base et droits des travailleurs, voix et pouvoir de négociation, identité juridique et active, droits économiques et droits sociaux, y compris la protection sociale. Il est impératif que les travailleurs du secteur informel dans tous les secteurs et dans toute la région participent dans ce que la formalisation, dans des termes justes, exigera pour la région.

RIEN POUR NOUS SANS NOUS!!



Une campagne réussie des vendeurs de rue qui a eu lieu à BULAWAYO au ZIMBABWE lors du Sommet de SADEC tenu du 15-16 août 2014



Streetnet Internacional publica este boletín informativo en quatre langues pour donner les informations et opinions aux affiliés

Coordonnées
Site web: www.streetnet.org.za
Tel: +27 31 307 4038
E-mail: info@streetnet.org.za



KHATHANG TEMA BAITSUKULI ACEUILLE L'ATELIER SUR LA LITTERATURE FINANCIERE

Du 23 - 25 juin 2014, Khathang Tema Baitsukuli (KTB), au Lesotho, a organisé un atelier de formation sur la littérature financière. Vingt-cinq participants venant des différentes branches de Khathang Tema Baitsukuli ; 6 (six) d'entre eux étaient du genre masculin et le genre féminin comptait dix-neuf (19). Environ six (6) participants étaient des jeunes.

La formation visait à fournir aux participants les compétences en budgétisation, faire des épargnes et gestion de la dette, afin d'introduire une culture de l'épargne, connaissances financières et gestion de la dette, où la sensibilisation sur l'importance de la gestion financière dans leurs opérations des affaires. La promotion de l'importance d'une culture des actions de l'économie solidaire, a été faite à travers une compréhension approfondie des principes fondamentaux de l'économie sociale et solidaire.

L'objectif principal du programme de formation en éducation financière était de renforcer la littérature financière des membres de la population sans compte bancaire et avec des fonds gardés en dehors de la banque, ou non-assistés financièrement ou desservis ou alors mal servis afin de mieux

gérer leurs finances personnelles. Les objectifs spécifiques de l'atelier incluaient ce qui suit :

- Fixer des objectifs financiers et expliquer comment les atteindre
- Voies et moyens gérer des dépenses et revenus irréguliers
- Voies et moyens de rester dans les limites du budget
- Identifier comment surmonter les défis de l'épargne
- Identifier les objectifs d'épargne
- Identifier et évaluer les options d'épargne
- Identifier les moyens de construire des affaires avec des fonds de soi et des capitaux empruntés
- Identifier et nommer les différents coûts liés à l'emprunt
- Développer des conseils sur combien de dette on peut se permettre d'emprunter
- Reconnaître les comportements qui mènent au surendettement et des remboursements défectueux
- Connaître les principes de l'économie de solidarité sociale, économique et sociale
- Participants ayant une vision claire de leur stockvels (coopératives)
- L'importance d'avoir un Comité élu qui assurera la coordination des stockvels (coopératives) établies

Les participants ont une expérience antérieure dans la gestion des affaires et des finances familiales. L'application des compétences apprises à l'atelier, les assisteront à prudemment utiliser leur argent à travers le système de budgétisation et l'épargne afin d'atteindre les objectifs financiers. On espère aussi qu'ils approcheront prudemment la voie de la dette. La mauvaise gestion des stockvels (coopératives) dans presque tous les districts a été une préoccupation majeure avant l'atelier. C'est encourageant de constater que les représentants qui ont appris leurs rôles dans ces initiatives, ont juré de redoubler d'efforts afin d'assurer que des bonnes stockvels (coopératives), fiables et ouvertes continuent d'exister et peut-être même se transformer en banque un des vendeurs informels. Dans l'ensemble, l'atelier a été un énorme succès.



tous les membres de KTB qui ont participé à l'atelier financier de KTB



Membres participant à l'atelier



Coordonnées
Site web: www.streetnet.org.za
Tel: +27 31 307 4038
E-mail: info@streetnet.org.za



AVIS D'INFORMATION

Ceci sert de notifier tous les affiliés de StreetNet que nous ressentons les effets de la crise financière qui affecte la plupart des organisations du secteur à but non lucratif. Comme notre financement de 5 ans de la Fondation Gates arrive à son terme à la fin de 2014, l'Administration de StreetNet travaillaient très dur pour chercher de nouvelles sources de soutien financier. Cependant, ils ont déjà reçu beaucoup de rejets, et il y a une possibilité que le bureau de StreetNet à Durban pourrait devoir fermer à la fin de 2014. Il est également probable que

des autres réductions du personnel devront être faites.

Bien sûr, cela ne signifie pas la fin de StreetNet. La présence de StreetNet est dans les 47 pays où sont basés nos 51 affiliés et dans les Points Focaux Régionaux à travers lesquels se fait la coordination régionale. Vous travaillez déjà à travers les organisateurs qui opèrent dans l'espace virtuel, et cela pourrait aussi devoir être étendu à l'Administration de

StreetNet. Les structures de gouvernance de StreetNet (Conseil International et Comité Exécutif) continueront à fonctionner, et il n'y a pas d'intention de stopper de travailler sur les projets auxquels nous sommes déjà engagés.

S'il vous plaît n'hésitez pas à nous contacter à coordinator@streetnet.org.za ou manager@streetnet.org.za avec des questions, préoccupations ou suggestions. Nous vous tiendrons informés de l'évolution.

FESTIVES organise la formation de ses membres

Education et formation des travailleurs dans le secteur syndical

Programme de formation de FESTIVES

Le projet ETD du CTD a été lancé en Janvier 2014 à l'école du travail décent, pour étudier le travail décent et promouvoir le respect des droits au travail des travailleurs de l'économie informelle au Costa Rica, Honduras et El Salvador. Cette activité a connu la participation d'un total de 27 membres des syndicats membres de la fédération FESTIVES. Le contenu thématique du projet était axé sur les cinq domaines clés suivants:

- L'importance de l'Economie Informelle à l'El Salvador
- L'importance d'organiser
- Les droits de travail et les responsabilités des travailleurs de l'économie informelle.
- Le droit à la sécurité et à la protection sociales dans l'économie informelle
- Les outils du dialogue, négociation et transformation de conflit.

Dans la première activité, après la présentation de l'historique du processus du syndicalisme dans notre secteur, chaque participant a reçu un manuel pédagogique pour la formation des travailleurs dans l'économie informelle.

Les réponses des participants

Les participants ont ensuite partagé leurs idées sur l'importance de l'économie informelle à l'El Salvador et ont présenté les idées

suivantes:

- Les gens ne pensent pas que les vendeurs de rue sont importants, et il n'y a aucun souci du gouvernement ou des municipalités de protéger ou tout au moins de reconnaître la dignité humaine des hommes et femmes qui travaillent dans le secteur informel.
- C'est la première fois que nous avons un document sur l'importance de l'économie informelle à l'El Salvador. Il faut encourager les gens à lire et étudier sur ce sujet, pour que la valeur et l'importance de l'économie informelle soient claires. C'est également important de comprendre

les points de vue du gouvernement et de travailleurs. Les participants ont salué le plan de transformer l'organisation en un syndicat et continuer le programme éducatif de FESTIVES.

- Un participant a déclaré que l'économie informelle est importante car elle lui permet de survivre chaque jour, et que dans l'étude du contenu du manuel, nous allons explorer des idées qui sont importantes à tous.
- Un autre a dit que si les travailleurs du secteur eux-mêmes ne sont pas organisés et conscients de leurs droits, personne d'autres n'attache une quelconque importance aux travailleurs de l'économie informelle.



Francisco Ventura parle aux membres du comité de soutien des organisations membres de FESTIVES pendant la formation sur le travail décent à l'école du CTD (Syndicat Central des Travailleurs Démocratiques).

Atelier régional sur l'Economie Sociale et Solidaire en Azerbaïdjan

par Oksana Abboud, Organisatrice de StreetNet

Le 23 Avril - 24 2014 dans le cadre du projet FLOW (Financement, Leadership et Opportunités pour femmes), un fonds a été créé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas pour améliorer la situation des femmes dans les pays en développement. Xhidmat - ISH, la fédération des syndicats de l'Azerbaïdjan, affiliée à StreetNet, a organisé un atelier régional sur l'Economie Sociale et Solidaire à Bakou, Azerbaïdjan.

En temps de crise mondiale actuelle: faire face aux défis d'aujourd'hui, comme le taux de chômage élevé, l'accroissement des inégalités, les conditions inacceptables de personnes vivant dans la pauvreté et la poursuite du réchauffement climatique - nous oblige à reconsidérer les pratiques de développement économique et social. Les travailleurs du monde sont en train de prendre des mesures afin de former leur propre réalité économique en faisant du petit commerce et créant des emplois. Et souvent, ceci se déroule en étroite collaboration avec les organisations syndicales.

Tenant compte du fait que cette notion que l'économie sociale et solidaire n'est pas une question d'actualité dans cette région, les organisateurs de l'atelier ont décidé de donner des informations générales sur ce sujet, en mettant l'accent sur les points suivants: le concept de l'économie sociale et solidaire; les coopératives et les syndicats - un partenariat pour atteindre des objectifs communs.

Afin de renforcer les liens, les mécanismes nécessaires pour appliquer des solutions aux problèmes du secteur du commerce informel, les organisateurs de l'atelier ont décidé d'inviter les représentants des organisations affiliées de StreetNet en provenance de la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et le Kirghizistan.

L'un des thèmes qui ont été discutés lors de l'atelier était "une transition progressive de l'économie informelle vers l'économie formelle", qui sera également examinée lors de la Conférence de l'OIT en 2014. C'est pourquoi les organisateurs ont invité le représentant du Bureau de l'OIT à Moscou pour donner un exposé d'expert à ce sujet et d'autres questions importantes.

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants:

Partager les expériences et connaissances pour l'élaboration de stratégies pour la mise en œuvre d'un modèle de l'économie sociale et solidaire dans chacun de nos pays.
Discuter et élaborer une vision commune de la question "transition progressive de l'économie informelle vers l'économie formelle" parmi les affiliés de StreetNet dans la région;
Débattre et progresser vers la prochaine étape de discussion sur le thème "création du Point Focal Régional pour l'Europe".
L'atelier régional a connu la participation des dirigeants des Affiliés de StreetNet de la Géorgie, du Kirghizistan, de la Moldavie et de l'Ukraine. Le reste des participants ont représenté Xhidmat - ISH de l'Azerbaïdjan.

Tous les 35 participants ont eu l'occasion de se familiariser avec les priorités et la structure de StreetNet; d'être sensibles à la question de l'Economie Sociale et Solidaire, d'échanger sur la situation de l'économie informelle (en mettant l'accent sur le secteur du commerce) dans leurs pays respectifs et d'échanger sur leurs propres et précieuses expériences de travail.

Lors de la première session de l'atelier sur "l'économie informelle en Europe de l'Est et en Asie Centrale (EECA). La Conférence de l'OIT de 2014 sur "la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle", Mme Julia Sarina, chargée du département de l'emploi au bureau de Moscou de l'OIT, a fait un exposé sur les activités de l'OIT et présenté aux participants, la définition de l'OIT de "l'économie informelle", différents facteurs de "l'informalité" et des catégories des travailleurs engagés dans l'économie informelle et la stratégie du travail décent pour la transition vers l'économie formelle. Elle a également parlé de la Conférence de l'OIT de 2014 et son principal sujet de discussion - la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.



Sur la photo de gauche à droite dans la rangée du fond : Damira Dolotalieva, présidente de syndicat kirghize, Miranda Mandaria, union géorgienne Président, Tamara Bodnari, ExCo membre de Moldova-Busniss-Sind, Valentina Korobka, présidente de FTUEU
Assis de gauche à droite : Julia Sarina, représentant de l'OIT Moscou, Jamal Ismayilov, Xhidmat-ISH Vice - Président, Oksana Abboud, organisateur StreetNet

Mme Savil Zeynalova, avocate de la Confédération des Syndicats de l'Azerbaïdjan (AHIK) où Xhidmat - ISH est affilié, a fait une présentation sur les principales modifications apportées au général des impôts et le code du travail de l'Azerbaïdjan adoptés à la fin de Décembre 2013 et qui s'occupe principalement de "l'élimination" de l'emploi informel en Azerbaïdjan. Certains des amendements peuvent être vraiment considérés comme des mesures sévères et discriminatoires imposés par ces lois.

Le document de plateforme de WIEGO (version 1) a également été introduit dans l'atelier. Les participants ont discuté ce document et ont accepté ses dispositions notamment en ce qui concerne le chapitre des "revendications de vendeurs de rue". Cependant, après leur travail en groupes, les dirigeants des syndicats ont ajouté quelques éléments importants aux revendications des vendeurs de rue, à savoir:

Le socle de protection sociale pour tous les travailleurs;
La reconnaissance des travailleurs informels comme travailleurs;
Simplifier le système de taxation;
Le droit de participer aux processus de prise de décision au niveau local;
La protection contre le harcèlement et le racket.
La deuxième session de l'atelier a été consacrée à l'Economie Sociale et Solidaire. Son concept et sa compréhension générale. Oksana Abboud, organisatrice de StreetNet pour l'Europe et l'Asie a fait une présentation sur le concept général de l'Economie Sociale et Solidaire, basée sur le lecteur du BIT de 2010 "l'économie sociale et solidaire: une compréhension commune". Des documents tels que la Résolution de StreetNet sur l'ESS, la Recommandation 193 de l'OIT "sur la promotion des coopératives" (2002) ont également été introduits à l'attention des participants.

Etant donné que les "les coopératives" constituent la forme la plus courante des entreprises et organisations de l'ESS pour les syndicats et les affiliés de StreetNet, j'ai orienté mon exposé sur les "coopératives", leurs valeurs, principes et types.

Au cours du débat, certains participants ont commencé à associer les coopératives de l'ESS avec les coopératives qui existaient à l'époque de l'Union Soviétique (URSS). Cependant, l'existence de ces coopératives en URSS définissait leur interaction pas avec un capital privé (comme dans d'autres pays), mais avec un secteur public qui contrôle l'économie. En 1921, après l'adoption par l'URSS de sa nouvelle politique économique (NEP), les coopératives ont commencé à créer l'essentiel des biens de consommation. Mais c'était impossible pour les coopératives de développer leurs propres activités de production parce que l'Etat contrôlait totalement la distribution de matières premières.

Les participants ont manifesté leur intérêt à la question de l'ESS et surtout en ce qui concerne entreprises coopératives, et ont demandé à leur organisateur régional de réunir quelques bons exemples de ces coopératives dans la région EECA afin de recueillir leurs expériences sur la création et l'activité.

Lors de la deuxième journée de l'atelier, les participants ont discuté du thème du Point Focal Régional de StreetNet pour l'Europe, dont l'objectif principal était de faire avancer cette question et surtout exercer dans chaque pays de la région dans le choix du Point Focal Régional pour l'Europe.

Selon la première phase de la discussion sur cette question (en 2013 dans la ville de Bichkek), les participants ont réussi à se mettre d'accord que le Point Focal Régional pour l'Europe doit être dans un "pays de langue russe".

Donc, après avoir travaillé en groupes, les participants ont réussi à sélectionner les pays et affiliés les plus probables pour être choisis comme Point Focal Régional. Ce sont: la Moldavie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ukraine.

En conclusion, nous pouvons dire qu'un pas de plus a été franchi en ce qui concerne la question du PFR pour l'Europe et c'est possible que d'ici la fin de l'année 2014 ou au début de 2015, la décision finale soit prise par les affiliés de l'Europe de l'Est sur cette question.

La question du "centre de lobbying" pour StreetNet a également été mentionnée et les délégués ont soutenu l'idée que ce centre soit situé dans un pays de l'Europe de l'Ouest, comme l'Espagne, où StreetNet a déjà un affilié. Le lobbying, en particulier dans des institutions telles que le Parlement Européen ou la Commission Européenne est très nécessaire et chose importante pour aussi bien StreetNet que les travailleurs du secteur informel en général.

Chaque participant a exprimé sa propre opinion quant à la façon appropriée de coordonner et maintenir la coopération entre les affiliés dans cette région.

Les principaux objectifs de l'atelier régional ont été atteints et les affiliés ont été sensibilisés sur la question de l'ESS et d'autres questions. Ils ont aussi commencé à mieux comprendre StreetNet International.

Tous les participants ont exprimé leur gratitude aux organisateurs pour cet atelier tant utile et nécessaire et leur souhait de se rencontrer plus souvent.

Les remerciements vont spécifiquement au Bureau de l'OIT à Moscou, à savoir Sergeyus Glovackas, pour l'aide financière et technique dans la mise en œuvre de cette activité, ainsi que la Fédération des Syndicats de l'Azerbaïdjan, Xhidmat - ISH, pour l'organisation de cet atelier régional.

Atelier Régional de l'Asie, tenu à New Delhi en Inde

Association Nationale des Vendeurs de rue de l'Inde (NASVI) en collaboration avec StreetNet International a organisé le 3ème atelier régional asiatique. La réunion des affiliés asiatiques s'est tenue du 28 - 30 août 2014, à l'hôtel "The Grand », New Delhi, Inde. Les affiliés venaient des six organisations, dont cinq pays Asiatiques ont participé à l'atelier - KOSK (Corée du Sud), IDEA (Cambodge), LIE (Bangladesh), SEWA (Inde) et NASVI (Inde).

L'objectif de l'atelier était d'améliorer les compétences de faire les campagnes, développer des plans d'action et explorer des larges actions possibles relatives aux problèmes de la région ainsi que les défis dont font face les vendeurs de rue dans les pays asiatiques. L'atelier visait également à l'examen des priorités régionales, échanger des expériences et partager l'information sur les activités entreprises aux niveaux nationales et régionales par les organisations participantes dans leurs pays respectifs.

Le premier jour de l'atelier a débuté par un petit mot d'introduction par M. Anurag Shanker, Directeur du Programme, NASVI, en souhaitant la bienvenue à tous les affiliés dans la réunion. Le coordinateur National, NASVI, M. Arbind Singh, le Vice-Président de NASVI, M. Chandra Prakash Singh et le conseiller principal de NASVI, M. Sharit Bhowmik étaient également présents.

L'atelier de trois jours avait des diverses



activités dans son ordre du jour dont des présentations et débats sur la démocratie interne des organisations participantes; Politiques Inclusives Urbaines; Forums des négociations collectives au niveau du gouvernement local; Stratégies participatives de litigation; renforcement et promotion des Fondations de la Protection Sociale des vendeurs de rue, intégration des organisations et politiques de la jeunesse; des organisations des Vendeurs Transfrontaliers aussi bien que des questions et défis des vendeurs de rue en Asie.

D'après les discussions de la réunion de trois jours, un projet de recommandation a été rédigé afin d'être envoyé à StreetNet

international et les gouvernements respectifs des pays participants. Les recommandations se rapportaient au développement d'un réseau pour traiter les questions des vendeurs transfrontaliers, intégration des organisations et politiques de la jeunesse et l'élargissement du processus de négociation collective dans les pays d'Asie où il n'y a pas de lois ou politiques des vendeurs de rue. Les autres recommandations comprenaient l'élargissement de l'interaction avec le PFR (Point Focal Régional) de l'Asie, l'augmentation des visites d'échange entre affiliés et l'ouverture du compte bancaire séparé pour le PFR Asiatique. Toutes ces recommandations ont été lues à tous et les mêmes ont été confirmées et acceptées par les affiliés.

Activité du pays de SIVARA, Argentine: Projet FLUX (FLOW), StreetNet International

Du 15 au 16 septembre 2014, SIVARA a organisé un atelier, qui est dans le cadre du Projet FLUX pour le leadership des femmes. L'atelier sur l'économie sociale et solidaire a rassemblé presque toutes les provinces d'Argentine. Les dirigeants de plusieurs bureaux régionaux ont décrit leurs situations spécifiques, la compréhension de la solidarité sociale et de l'esprit d'entreprise ou l'effort dans cette affaire. Les institutions gouvernementales et les représentants du Syndicat CGT ont également présenté leur point de vue.

L'atelier a également discuté la réunion de l'OIT qui s'est tenue en juin 2014 sur la formalisation de l'économie informelle et les possibilités de créer un projet de loi nationale pour l'Argentine, qui traitera les demandes des vendeurs de rue. Il a été révélé à travers la discussion qu'une forte identité que l'Union des vendeurs de rue d'Argentine a créée avec conscientisation de la valeur que vendeurs de rue apporte à chacune des provinces de ce pays. Les représentants provinciaux ont exprimé une grande défense de leurs demandes et le respect qu'ils méritent pour leur travail, qui n'est pas seulement leurs emplois, mais leurs droits du travail. En Argentine, ils ne sont plus illégaux ; ils sont des travailleurs dans l'économie

informelle.

Le Secrétaire Général SIVARA et Président de StreetNet International, Oscar Silva, croit que: « la communication quotidienne et les activités comme ça, ici et dans des divers pays du monde, crée l'unité. La seule forme d'inclusion sociale et du travail est à travers

l'organisation, la formation et la fraternité entre tous les travailleurs. Par la reconnaissance véritable et la défendre le statut de notre classe en tant que travailleurs, nous allons tous bénéficier à travers la construction des coopératives et une économie solidaire dignifie et avance nos efforts d'améliorer les conditions de vie pour tous. »



Sur la photo sont tous les participants qui ont assisté

Les vendeurs de rue apprennent sur le droit du travail en Moldavie

Par Oksana Abboud, Organisatrice de StreetNet

La Fédération des Syndicats de Moldavie Business - Sind, avec le soutien de StreetNet International (SI), a arrangé des ateliers et formations sur les questions du droit du travail pour les vendeurs de rue et du marché qui travaillent sans documents. Ceux-ci ont eu lieu en Moldavie, Europe Orientale. Le président du syndicat, sœur Natalia Suboci, a partagé ses expériences sur les activités syndicales et tous les affiliés de StreetNet.

« Les activités de cette catégorie des gens visaient à les aider à être organisés et à utiliser la protection sociale », a expliqué sœur Natalia. Pour cette année, le syndicat a prévu d'avoir deux ateliers, les principaux thèmes dont seraient l'assurance des fondations de la protection sociale et le

leadership des femmes rurales.

Le programme de ces activités éducatives comprend des questions relatives au Code du Travail et les autres aspects juridiques du Code. Il est important que les travailleurs engagés dans le secteur de l'économie informelle, apprennent et connaissent sur ces lois. Ces travailleurs doivent savoir, par exemple, que s'ils ont un employeur, ce dernier est obligé de signer des contrats individuels de travail qui clarifient leurs droits des travailleurs, a souligné le Président.

Partenariat syndical

Au cours de la dernière période sous considérée, la Fédération des syndicats de Moldova-business-sind, a coopéré activement avec le Syndicat des travailleurs de Commerce et Restauration - SindLUCAS, qui est un affilié de l'IUF. Ce syndicat représente également certaines catégories de travailleurs de l'économie informelle.

Moldavie-Business-Sind a également mené des activités conjointes avec la Fédération des syndicats des travailleurs du commerce et de l'entrepreneuriat - Moldsindcoopcomerb, également affilié de l'UITA. "Certaines activités visant à résoudre les défis susmentionnés, ont eu lieu conjointement avec l'Association des Petites Entreprises de Moldavie, a

déclaré sœur Natalia.

Esprit d'entreprise individuelle

Certains entrepreneurs qui font louer leurs stocks ont une licence et détiennent des statuts d'entrepreneur individuel. Ils emploient cinq six personnes sur la base de contrat verbal. Exemples dans ce cas, y compris les méthodes d'embaucher certains travailleurs du marché-« Kalia Bessarabia ». Dans ce cas, seul le commerçant qui a un brevet, exerce les droits sociaux.

L'implémentation d'un aspect important des droits de cette catégorie de citoyens est une initiative de Moldavie-Business-Sind, qui l'inclura dans l'ordre du jour de la Commission Nationale sur les Consultations et Négociations Collectives. La Présidente de Moldovo-Business-Sind, a également souligné qu'actuellement, l'union s'occupe d'organiser des vendeurs de rue et du marché et avec la création de leurs structures syndicales. "Bien sûr, ce n'est pas facile de les organiser en raison de la fragmentation de ces gens qui sont engagés dans ce genre d'activité", a ajouté Natalia Suboci.

Il est à noter également que l'inclusion progressive dans le système d'assurance sociale, de ces catégories de personnes qui ne sont pas actuellement couverts par le système, sont également parmi les priorités annoncées par le Ministère du Travail de la Moldavie, Protection Sociale et de la Famille, pour 2014.



Au milieu : Présidente de Moldavie-Business-Sind, Natalia Suboci au cours de l'atelier

Affilié Kirghizistan de StreetNet discute activement la politique de l'Union douanière

Le 12 avril 2014, l'affilié de StreetNet, le Comité Central du Commerce [Central Committee of Trade], qui s'occupe des coopératives des consommateurs et des autres formes des affaires de la République Kirghize, a organisé une réunion des représentants des autorités gouvernementales des avec les entrepreneurs pour discuter le thème: "l'Union douanière: avantages et inconvénients pour les plus grands marchés de Kirghizistan". La réunion a été suivie par le Conseiller du Premier Ministre M. O. Pankratov, Vice-Ministre de l'Economie de la République Kirghize M. D. Ibraev, représentant du Ministère de Finance et le Président de l'Association des Marchés, Entreprises de commerce et Services au Kirghizistan, M. S. Ponomarev.

Lors de cette réunion, les entrepreneurs pouvaient clarifier ce qu'était la situation pour eux, au sujet des conditions de l'Union douanière, poser des questions y relative aux représentants de l'autorité, discuter des défis excitants, aussi bien que de faire des recommandations à l'attention du gouvernement Kirghize concernant les

Unions douanières.

Le 20 mai 2014, le Président du Comité Central du syndicat, sœur Damira Dolotalieva a été invitée à des auditions parlementaires au Parlement de Kirghizistan, pour discuter le même sujet.



Sur la photo se trouve Damira Dolotalieva, Présidente du syndicat Kirghize cef présentant au cours de l'atelier

Dans son discours, elle a exprimé l'opinion des entrepreneurs au sujet de la décision de la République Kirghize de joindre l'Union douanière. Sœur Damira a souligné les problèmes existants dans le secteur de commerce et l'impact de la fermeture des frontières à et le blocage des entrepreneurs, etc. Elle a identifié les problèmes des fonctions de protection dans des conditions de crise, qui avaient été enregistrées dans la résolution éventuelle de l'audience. Le porte-parole du parlement a décidé et annoncé lors de la réunion, que le Comité Central du Syndicat Commercial serait inclus dans toutes les commissions liées à la question de rejoindre l'Union douanière, ainsi que toutes les autres questions qui seraient discutées avec le Syndicat.

Le 30 mai 2014, le Comité Central du Syndicat, ensemble avec l'union du marché de "Dordoï" et les "bazars d'Alcan", ont un événement à l'occasion de la Journée de l'Enfant, qui a rassemblé des enfants handicapés de centres de réhabilitation ainsi que ceux issus des familles pauvres. Un concert leurs a organisé et ils ont été servis des rafraîchissements sucrés.